Les demi-poissons salés, séchés sont également classés, comme les poissons traités en morue, en poissons gras et poissons maigres.

Cette discrimination n'est pas maintenue pour les demi-poissons fumés.

La chair doit être ferme mais souple, sans mâchures, de couleur uniforme, sans traces ni foyers de putréfaction en particulier sous la peau.

E) — *Filets de gros poissons*. — S'entendent sans aucune trace de nageoires, de grosses arêtes, ni d'écaillures et doivent être coupés dans les masses musculaires latérales du poisson.

Dans chaque emballage et dans chaque couche les filets doivent être de qualité et de taille homogènes, les coupes doivent être franches, la chair ferme mais souple, de coloration uniforme, sans souillures ni foyers de putréfaction, l'odeur doit être saine sans aucun relent nauséabond.

ART. 6. — Pour toute expédition chaque emballage devra porter des marques apparentes indiquant :

a) le nom du producteur et l'origine du produit exporté;

b) le mode de préparation et de présentation du poisson ainsi que la catégorie dans laquelle il est placé;

c) les poids brut et net de la marchandise;

d) le nom du destinataire.

ART. 7. — Les infractions au présent arrêté sont passibles des sanctions prévues par le texte dit « loi n° 379 du 14 mars 1942 », sur le régime des prix qui a reçu force de décret suivant ordonnance du 27 mai 1944, précédemment validée par l'ordonnance du 10 septembre 1943 (arrêté de promulgation n° 1974/AP. du 15 juillet 1944).

ART. 8. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, l'Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 11 octobre 1944.

P. COURNARIE.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Permis de chasse

ARRETE N° 417 AE. du 7 août 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 octobre 1936 portant réglementation de chasse dans les principaux territoires relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 4 août 1944;

Sous réserve de l'approbation par le Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs des permis de chasse dans le territoire du Togo sont fixés de la façon suivante :

Permis sportif ordinaire : droit fixe	200 frs.
Cautionnement	200 —
Permis spécial de moyenne chasse :	
droit fixe	1.000 —
Cautionnement	1.000 —
Permis spécial de grande chasse :	
droit fixe	3.000 —
Cautionnement	3.000 —

ART. 2. — Les tarifs d'abatage pour les animaux abattus en supplément du permis de chasse sont fixés de la façon suivante et dans les limites autorisées :

	MOYENNE CHASSE	GRANDE CHASSE	TARIF
Eléphants	1	3	1.000 francs le 1 ^{er} 2.000 francs le 2 ^e 4.000 francs le 3 ^e
Hippopotames	2	3	200 francs par tête
Buffles	6	10	100 francs par tête
Hippotragues	4	6	100 francs par tête

ART. 3. — Les personnes résidant habituellement dans le territoire sont dispensées du versement du cautionnement.

Le cautionnement garantit le paiement des taxes et éventuellement des amendes ou condamnations encourues.

Dans le cas où le titulaire d'un permis quitterait la colonie ou demeurerait plus d'un an sans se conformer aux obligations imposées (article 10 du décret du 13 octobre 1936), le cautionnement reste acquis au Territoire.

ART. 4. — Le droit fixe du permis spécial de moyenne chasse peut être réduit de moitié :

1^o — en faveur des personnes résidant habituellement dans le Territoire;

2^o — en faveur des touristes ou des personnes de passage.

Pour les touristes ou les personnes de passage, le permis de moyenne chasse à tarif réduit n'aura qu'une validité d'un mois; il ne sera pas renouvelé.

Les personnes admises à bénéficier de ces tarifs feront l'objet d'une décision spéciale du Commissaire de la République.

Cette réduction ne porte que sur le droit fixe — en aucun cas les taux pour l'abatage d'animaux en sus de quantités fixées pour le permis et dans les limites autorisées ne pourra donner lieu à une réduction.

ART. 5. — Dans le cas où le permis de chasse est délivré pour plusieurs possessions, il sera augmenté de 50%. La redevance dans ces conditions sera partagée en parts égales entre les budgets intéressés.

ART. 6. — Le permis aura une durée d'un an sauf en ce qui concerne les permis réduits prévus à l'article 4. La date de délivrance du permis sera le point de départ du délai.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 août 1944.

J. NOUTARY.

Approuvé par arrêté général n° 2763 SE/F du 5 octobre 1944.